

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/IRL/1/Corr.1

21 novembre 1997

(97-5130)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS CONNEXES

Irlande

Corrigendum

Dans une communication datée du 13 novembre 1997, la Mission permanente de l'Irlande a fait savoir au Secrétariat que la réponse donnée par l'Irlande à la question 6 que les Etats-Unis lui ont posée dans le cadre de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes auquel le Conseil a procédé à la réunion qu'il a tenue du 22 au 25 juillet 1996 ne reflétait pas pleinement la situation réelle concernant la protection accordée par la législation irlandaise. La réponse ci-après vise à clarifier cette situation.

REPONSE A LA QUESTION 6 DES ETATS-UNIS

6. Prière d'indiquer et d'expliquer la disposition de la loi irlandaise qui prévoit un droit de location pour les producteurs d'enregistrements sonores, d'oeuvres cinématographiques et de programmes d'ordinateur, comme l'exigent les articles 11 et 14:4 de l'Accord sur les ADPIC.

L'Irlande a mis en oeuvre la Directive 91/250/CEE de l'UE concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur. Cette Directive a été incorporée dans le droit irlandais par le Règlement de 1993 relatif aux Communautés européennes (SI n° 26 de 1993 - Protection juridique des programmes d'ordinateur). L'article 5 c) de ce règlement prévoit un droit de location pour les programmes d'ordinateur, conformément à l'article 4 c) de la Directive.

Il n'existe aucune disposition de la loi irlandaise prévoyant un droit de location pour les producteurs d'enregistrements sonores ou d'oeuvres cinématographiques. Il s'agit là encore d'un domaine qui est attentivement examiné dans le cadre de la révision générale actuelle de la législation sur le droit d'auteur et de la préparation d'une nouvelle Loi sur le droit d'auteur. En fait, il est prévu de donner effet, dans cette nouvelle législation, à la Directive du Conseil de l'Union européenne du 19 novembre 1992 relative aux droits de location et de prêt et à certains droits voisins du droit d'auteur dans le domaine de la propriété intellectuelle.¹

¹La réponse de l'Irlande à une question complémentaire des Etats-Unis concernant, entre autres, la réponse initiale à la question 6 figure dans le document IP/Q/IRL/1, page 5.